

PROCÈS DE L'AFFAIRE DES EX-CADRES DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE POLICE DE CHÂTEAUNEUF

Les avocats promettent une fin de procès palpitante

Les avocats de la défense constitués dans l'affaire des ex-cadres de l'Ecole supérieure de police de Châteauneuf promettent une fin de procès époustouflante. Les plaidoiries entamées hier se poursuivront aujourd'hui, avec l'entrée en lice des avocats du principal mis en cause dans cette affaire.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les demandes faites par l'avocate générale ont été différemment commentées par les robes noires présentes avant-hier en nombre au tribunal correctionnel de Sidi-M'hamed.

Pour la majorité des avocats, «il s'agit d'une affaire banale qui devrait se limiter à la seule sanction administrative, dans le cas où il est prouvé véritablement le non-respect de la réglementation interne». Pour preuve, «les peines requises par le procureur général ne sont ni justifiées ni appuyées par des articles de droit».

Des arguments que la quinzaine d'avocats qui se sont succédé à la barre ont usés pour plaider la relaxe de leurs

clients. «C'est une affaire banale qui ne nécessite pas une telle cabale judiciaire. Que la justice les réhabilite dans leur honneur», a indiqué l'avocat de Corso Abdelkader.

Ce dernier, contre lequel la représentante du ministère public a requis cinq années de prison ferme, a créé l'événement. Lors de son passage à la barre, il clame haut et fort son innocence. Il déclare être «victime» d'un complot «bien préparé» par «ceux qui veulent me nuire».

Celui qui était à l'origine de la création du service pour la sécurité des personnes locales au niveau de la Sûreté de wilaya d'Alger a étonné l'assistance par les accusations portées à l'encontre de l'ex-



Les prévenus rejettent les griefs retenus contre eux.

directeur des renseignements généraux au niveau de la DGSN : «On m'a collé des accusations infondées qui me portent préjudice après vingt-cinq ans de loyaux services».

L'audition de Corso Abdelkader avait été précédée par celles de Ziane Khaled, professeur de tir, et du direc-

teur des études, Guettaf Rabah. Les deux prévenus ont rejeté les griefs retenus contre eux. Tous deux affirment «n'avoir jamais ajouté ou supprimé des notes tel que rapporté dans le rapport de police et reproduit dans l'arrêt de renvoi».

Des propos qui confortent le témoignage de l'ex-directeur de

l'Ecole supérieure de police de Châteauneuf. Ce dernier, contre lequel le procureur général a requis dix années de prison ferme, a, durant une heure, plaidé non coupable.

«Moi-même j'étais informé de la lettre anonyme et j'ai demandé l'ouverture d'une enquête sur le cas Corso», a-t-

il déclaré. Pour rappel, le procureur général a requis en fin de soirée des peines allant d'un an à dix ans de prison ferme contre respectivement l'ex-directeur de l'école, l'ex-professeur de tir, l'ex-directeur des études, Corso, Ouahab Hadadi, Sansari et Hamr Al Aïn.

A. B.

DANS UNE DÉCLARATION DE LA SECTION ORDINALE NATIONALE DES PHARMACIENS

«Les prérogatives de l'Ordre sont claires»

«Le bureau national réaffirme qu'il ne faillira jamais à sa mission, quelle que soit la nature des problèmes qui se poseront à lui. Il restera, quoi qu'il arrive, l'autorité morale dont a besoin la profession.»

C'est la déclaration de la section ordinale nationale des pharmaciens, sanctionnant la réunion du bureau national élargi aux douze présidents de région, tenue jeudi dernier au siège du conseil.

Selon le Conseil de l'Ordre des pharmaciens, le jugement porté par le ministre de la Santé sur les décisions de refus d'inscription prononcées par les sections ordinaires est illégal.

En effet, selon le ministère de tutelle, le conseil de l'Ordre n'a qu'un avis consultatif. «C'est une grave dérive et une violation de la loi», peut-on lire dans le même document. Pour les pharmaciens, il s'avère «vain» d'entrer dans

un débat «tant les prérogatives du Conseil de l'Ordre sont claires et définies par la réglementation en vigueur». Ils remettent en cause la vocation première du ministère de la Santé consistant à veiller à la bonne répartition géographique des officines sur l'ensemble du territoire.

Dans ce sens, les sections régionales, sous l'autorité de la section ordinale nationale, veillent «scrupuleusement à la stricte application de la réglementation sur tout le territoire national de manière uniforme», est-il mentionné dans la déclaration.

Le bureau national du Conseil de l'Ordre des

pharmaciens a réaffirmé, avec force, son autorité et son indépendance, qui ne sauraient tolérer une quelconque immixtion.

Il rappellera, toutefois, que conformément au décret exécutif 92.276 portant code de déontologie médicale, «nul ne peut exercer la profession de pharmacien s'il n'est pas inscrit et qu'aucune dérogation ne sera prise en considération».

Tout pharmacien exerçant ou appelé à exercer sans inscription au tableau du Conseil de l'Ordre fera l'objet de poursuites judiciaires pour exercice illégal de la pharmacie, conformément à l'article 243 du code pénal, tient à affirmer le Conseil de l'Ordre.

Par ailleurs, malgré le fait qu'il n'ait jamais été reçu par le ministre, et fort de son expérience, le



Les pharmaciens remettent en cause la vocation première du ministère de la Santé.

Conseil de l'Ordre a réitéré sa disponibilité à contribuer à la résolution des problèmes qui se posent au secteur pharmaceutique.

«Les attaques incessantes dont font l'objet les pharmaciens, la fragilité et la précarité de leur situation, du fait de décisions prises ailleurs, font qu'ils

doivent rester vigilants et à l'écoute de l'Ordre», lit-on dans un appel aux pharmaciens installés sur le territoire national.

Wassila Z.